

Rapport de Recherche

COMITÉ : Conseil des Droits de l'Homme

PROBLÉMATIQUE : *Quelles mesures adopter pour lutter contre les atteintes aux droits de l'homme des minorités religieuses ?*

PRÉSIDENTS : Sophia SOARES REHDER & Kassandra SCHNEIDER

Quelles mesures adopter pour lutter contre les atteintes aux droits de l'homme des minorités religieuses ?

MOTS-CLÉS

Conseil des Droits de l'Homme (CDH): Principale entité des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Ayant pour rôle d'évaluer les situations de violations des droits de l'homme et d'émettre des recommandations pour y remédier, son objectif est de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme partout dans le monde. Le Conseil a le pouvoir de débattre de toute question et situation relative aux droits de l'homme dans le monde.

Droits de l'homme: Les droits de l'homme concernent tous les aspects de la vie. Leur exercice permet à chacun de décider de sa vie en toute liberté, dans l'égalité et le respect de la dignité humaine. Ils englobent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits collectifs des peuples. Ils fixent les limites dans lesquelles l'État peut exercer son pouvoir. Les Nations Unies définissent les droits de l'homme comme des droits essentiels à tous les êtres humains, indépendamment de leur nationalité, sexe, origine ethnique, couleur, religion, langue ou tout autre statut.

Atteintes: Tout type de violation des droits d'un individu, lui privant d'une partie de ses droits fondamentaux.

Minorité: Groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, dont les membres possèdent des caractéristiques qui les différencient d'un point de vue ethnique, religieux ou linguistique, et manifestant, ne serait-ce qu'implicitement, un sens de la solidarité orienté vers la préservation de leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue.

Minorité religieuse: Un groupement de personnes liées entre elles par des affinités religieuses telles qu'une croyance partagée ou des pratiques religieuses communes.

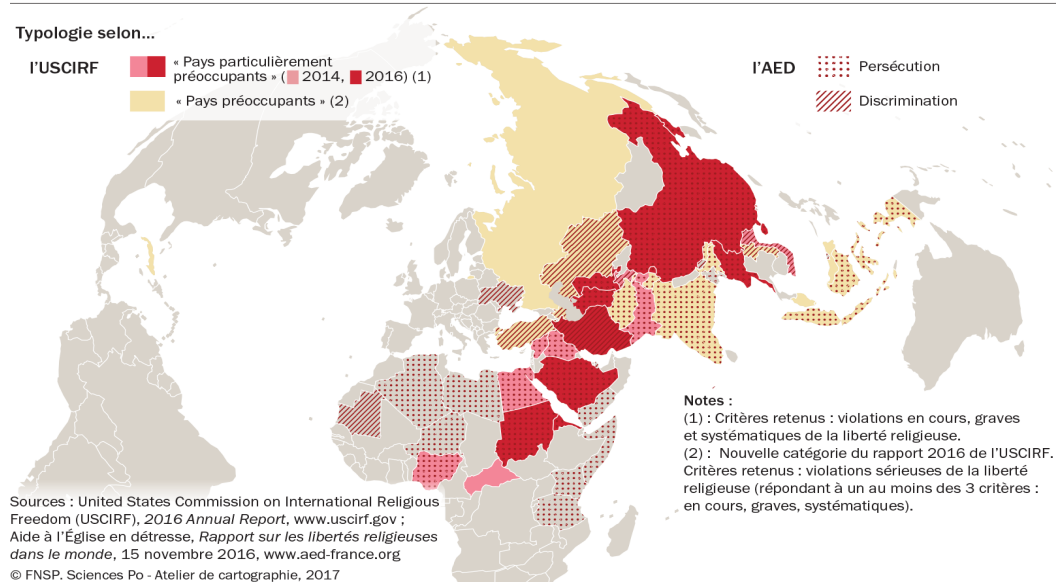
Liberté de religion/ de culte/ de croyance: “droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion : ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.” (Art. 18 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*)

APERÇU GLOBAL

La liberté religieuse est un principe central au sein de la Déclaration universelle des droits de l'homme, document fondateur de l'ONU, et qui a depuis influencé grand nombre d'autres textes nationaux et internationaux. Toutefois, la religion et le respect des croyances d'autrui demeurent encore une source conséquente de nombreux conflits, menant parfois à des guerres d'ampleur inouïe. Les persécutions religieuses peuvent être déclenchées par un État lorsqu'il considère un groupe religieux comme une menace à ses intérêts ou à sa sécurité, ou bien par des groupes religieux envers d'autres croyances considérées comme inférieures ou impies, ou encore envers des groupes considérés comme ayant un manque de religiosité. Ces violences semblent poursuivre un objectif récurrent : l'invisibilité de la communauté attaquée. Ces minorités sont constamment confrontées à de graves violations des droits de l'homme, ainsi qu'à l'exclusion sociale, la marginalisation économique, la pauvreté, et la discrimination, tant dans les pays en voie de développement que ceux développés.

Sur les 197 pays du monde, 81 sont identifiés comme des lieux où la liberté religieuse est menacée, autrement dit, dans un pays sur trois dans le monde. Parmi ces pays, 20 d'entre eux situés au Moyen Orient et en Afrique centrale sont désignés comme “élevés” en ce qui concerne le manque de liberté religieuse et la persécution des minorités religieuses. 14 d'entre eux connaissent des persécutions liées à l'Islam extrémiste. Dans les six autres pays, la persécution est liée à des régimes autoritaires.

FIG. 33 Pays signalés comme attentatoires à la liberté religieuse, 2016



L'intolérance religieuse aujourd'hui : trois exemples

1. La persécution des chrétiens recouvre une diversité d'actions et de comportements dont le point commun est la répression du christianisme et l'élimination culturelle voire même physique des chrétiens par des pouvoirs religieux ou laïcs. Ces persécutions peuvent aller jusqu'au massacre organisé.

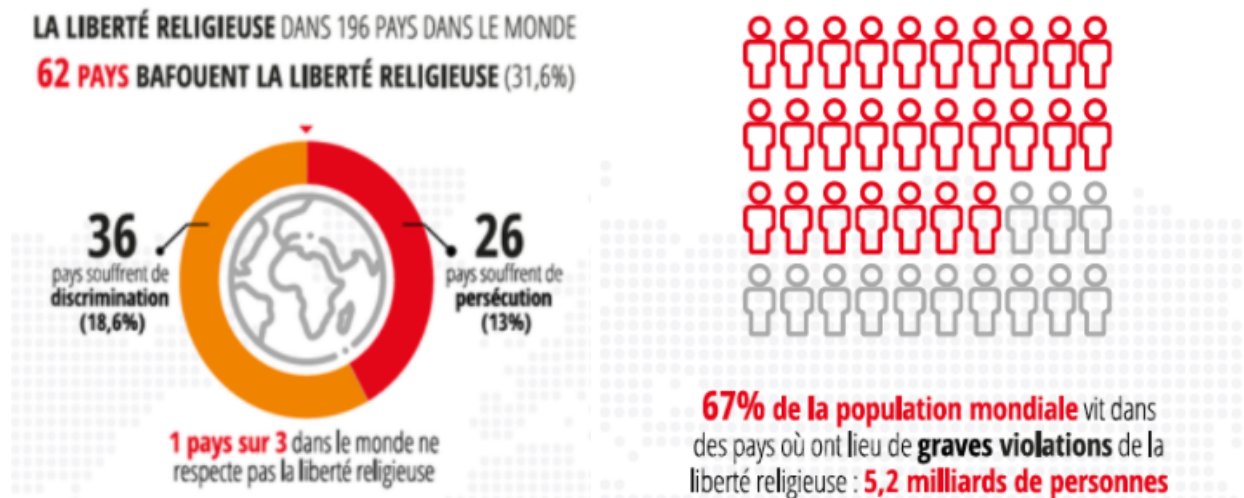
“Un chrétien sur neuf est persécuté en raison de sa foi”

ONG militante “Portes Ouvertes” - 2019

L' Organisation Non Gouvernementale (ONG) internationale humanitaire “Portes Ouvertes,” dont l'objectif est de soutenir et protéger les chrétiens persécutés, rassemble depuis 1993 des informations sur la liberté de religion chrétienne dans les sphères privées et publiques : possibilité de prier et de lire la Bible, liberté de mariage et de conversion, pression vestimentaire, discrimination à l'emploi, respect des droits, contrôle ou destruction des églises... et sur les violences physiques subies en raison de la foi chrétienne : meurtres, destructions, détentions sans jugement, viols, agressions, harcèlement sexuel... Ces données permettent d'organiser des projets adaptés aux différents contextes et besoins locaux des populations chrétiennes. Selon une de leurs études, la Corée du Nord, l'Afghanistan, la Somalie et la Libye sont les pays les plus hostiles envers la foi chrétienne en 2021.

2. Les musulmans sont également victimes d'abus de pouvoir, notamment lorsqu'ils sont minoritaires:
 - Les Rohingyas, considérés comme l'ennemi intérieur au Myanmar depuis la Seconde Guerre mondiale, ont été à plusieurs reprises l'objet de répressions par la dictature militaire du pays, notamment entre 1978 et 2017. Cette communauté musulmane est l'objet d'un véritable nettoyage ethnique et est jugée comme l'un des peuples les plus opprimés, selon l'ONU. Alors que la constitution birmane reconnaît 135 minorités, elle ignore les Rohingyas, obligés depuis deux ans de fuir leur pays pour échapper à un génocide.
 - Les Ouïghours que le gouvernement de la République Populaire de Chine tente d'incorporer de force à ce qui est perçu comme la société majoritaire se voient refuser les droits les plus élémentaires : des milliers de représentants sont enfermés dans ce que la presse et des ONG appellent régulièrement des camps de concentration devenant donc le plus grand internement en masse du 21ème siècle.
3. L'antisémitisme fut d'abord une cause religieuse au Moyen Age, puis nationaliste à partir du XIXe siècle avant de devenir un racisme à prétention scientifique dans l'idéologie nazie. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a repris forme dans l'antisionisme. L'histoire nous incite à la vigilance. En Europe, il persiste un antisémitisme aux multiples facettes. D'après le journal ‘Le Monde’, une enquête menée depuis deux ans

dans seize pays de l'Union européenne estime que 20 % des Européens auraient des opinions antisémites. Les formes d'hostilité contre les juifs (antijudaïsme et antisémitisme) ont été étudiées à partir de l'analyse d'actes hostiles qui auraient pour but de convertir, d'exclure, d'expulser, ou d'assassiner des personnes identifiées comme juives.



AED - 2021

TRAITÉS DE L'ONU ET GRANDS ÉVÉNEMENTS

18/12/1992

Adoption de la “*Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques*” par l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle contient des principes essentiels pour la garantie des droits de personnes appartenant à des minorités, devenant donc une référence clé pour l'action de l'ONU. Elle incite les États à prendre des mesures afin de promouvoir les droits des minorités et d'assurer la protection de leur identité. [Déclaration des droits des minorités - OHCHR](#)

22 août

Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violences en raison de leur religion ou convictions. A cette occasion, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un appel pour opposer des messages de paix aux messages de haine.

« Nous avons assisté à une augmentation des attaques ciblant des personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions. Le monde doit prendre des mesures pour éliminer l'antisémitisme, la haine antimusulmane, la persécution des chrétiens et d'autres groupes religieux. »

Antonio Guterres - août 2019

SOLUTIONS POSSIBLES

Afin d'endiguer le non-respect des droits de l'homme des minorités religieuses, il est important de cibler différents domaines, notamment celui du politique, du culturel, du judiciaire et de l'éducation, le tout à différentes échelles (locale, régionale, internationale...)

Le Conseil œcuménique des Églises a émis des recommandations à ce sujet, comme par exemple :

1. le financement de l'éducation bilingue et des études ethniques dans les écoles publiques
2. la reconnaissance publique des fêtes religieuses d'une minorité

D'autres solutions pourraient être proposées:

Encourager les Etats membres à renforcer leur législation afin d'une part de protéger la liberté de culte, et d'autre part de lutter contre les discours de haine et incitations à la persécution religieuse

- 1) Favoriser le contact entre groupes religieux et groupes de défense des droits de l'homme afin d'identifier les signes de discrimination et les cas qui peuvent être poursuivis en justice ou faire l'objet de discussions bilatérales pour résoudre les conflits
- 2) Assurer la participation des minorités religieuses au sein de la vie publique et des prises de décisions qui les concernent en garantissant leur représentation politique, le libre exercice de leur droit de vote, leur accès à l'emploi et aux services publics de toute nature, et en protégeant leur droit de créer et de maintenir leurs associations et organisations
- 3) Protéger les sites historiques et symboliques ainsi que les lieux de culte des minorités religieuses contre les attaques, dégradations ou profanations
- 4) Libérer les détenus emprisonnés seulement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté religieuse, de croyance et d'expression, notamment les avocats spécialisés dans les droits de l'homme, les militants et les adeptes d'une religion persécutée
- 5) Prendre les mesures nécessaires pour que la police, les procureurs, les juges et tous les autres fonctionnaires chargés de l'administration de la justice dans les cas traitant de la liberté de religion soient efficacement protégés contre menaces et intimidations

BIBLIOGRAPHIE

MOTS-CLÉS

- https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/HRC_briefingnote_fr.pdf
- <https://bice.org/fr/droits-de-lenfant/conseil-des-droits-de-l-homme/>
- <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00793141/document>

APERÇU GLOBAL

- https://www.ohchr.org/Documents/Publications/MinorityRights_fr.pdf
- <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/la-liberte-religieuse-est-desormais-menacee-dans-un-pays-sur-trois-dans-le-monde-20210420>
- <https://www.portesouvertes.fr/persecution-des-chretiens>
- <https://www.telerama.fr/television/ouighours,-a-la-force-des-camps-en-chine,-le-plus-grand-internement-de-masse-du-xxie-siecle.n6248769.php>
- <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001923/l-exode-des-rohingya-victimes-de-persecutions-en-birmanie.html>
- https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/12/en-europe-la-persistence-d-un-antisemitisme-aux-multiples-facettes_6098032_3210.html
- <https://fr.unesco.org/courier/digital/antisemitisme-tirer-enseignements-histoire>

TRAITÉS DE L'ONU ET GRANDS ÉVÉNEMENTS

- <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/minorities.aspx>
- <https://www.un.org/fr/observances/religious-based-violence-victims-day>

SOLUTIONS POSSIBLES

- <https://rm.coe.int/16806dc3ca>
- <http://www.assembly.coe.int/LifeRay/MIG/Pdf/TextesProvisoires/2019/20191202-ViolenceDiscriminationReligiousMinorities-EN.pdf>
- <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27305&LangID=E>
- https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/666_Challenges_Religious_Minorities_Face_in_Accessing_Humanitarian_Assistance.pdf
- https://www.regjeringen.no/contentassets/b7384abb48db487885e216bf53d30a3c/guidelines_minorities.pdf
- <https://www.hrw.org/news/2017/02/09/submission-right-freedom-religion-or-belief>

Liste des pays par ordre alphabétique :

Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Algérie, Arabie Saoudite, Australie, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Inde, Egypte, Emirats Arabes Unies, Etats Unis, France, Indonésie, Iran, Irlande, Japon, Maldives, Mozambique, Myanmar, Nigéria, Nouvelle Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République Démocratique du Congo, Royaume-Uni, Russie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Suède, Suisse, Syrie, Turquie